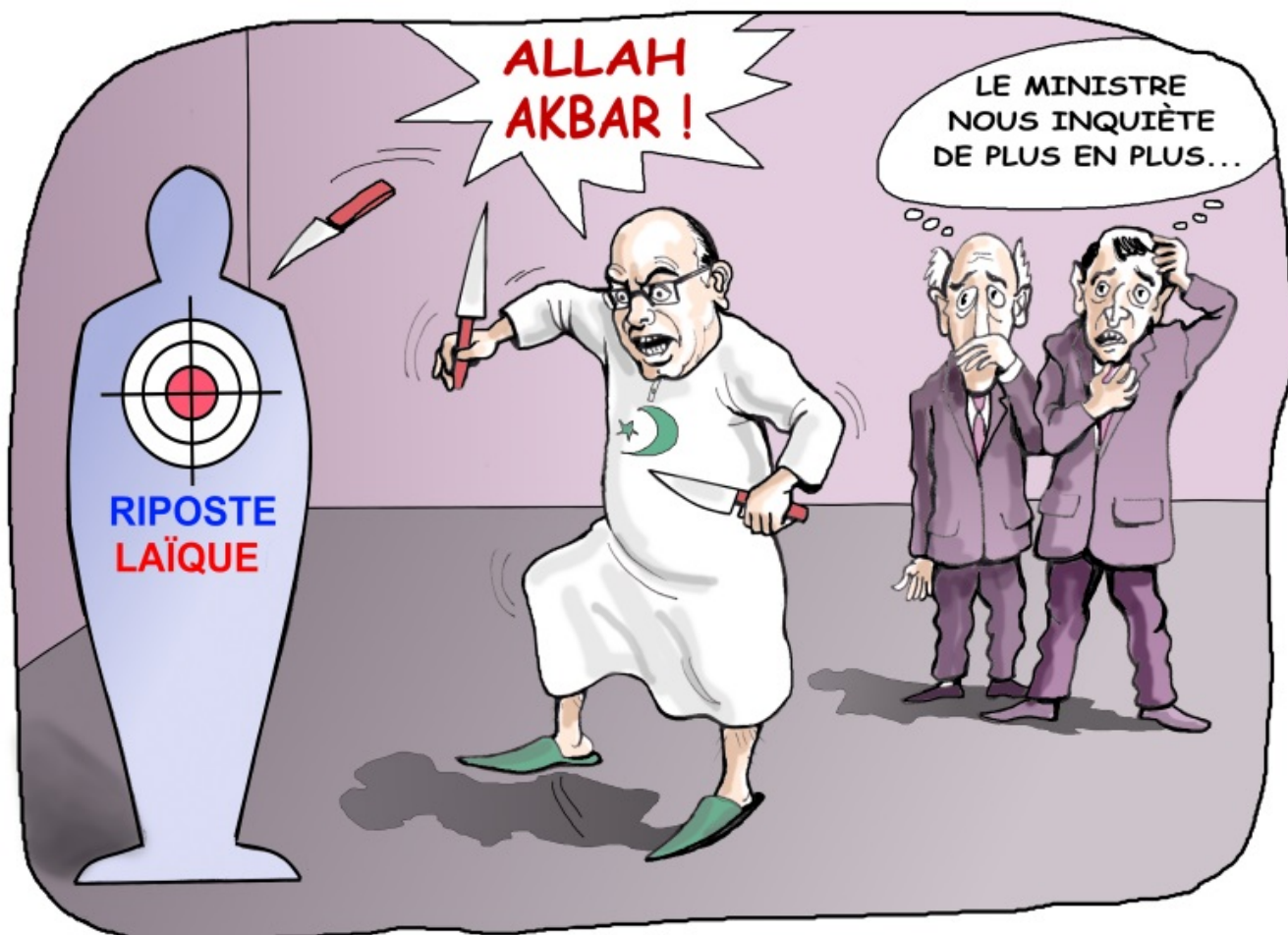


Le concordat de Cazeneuve avec l'islam serait un terrible recul pour la France



Jusqu'ici on nous demandait de « vivre ensemble ». Désormais il nous faudra « vivre avec ». Un peu comme un malade atteint du sida est condamné à vivre avec son virus. Sauf que nos médecins traitants, qu'ils soient de gauche ou de droite, sont ceux-là même qui nous ont inoculé le virus, et que, en guise de trithérapie salvatrice, ils n'ont à nous proposer que des remèdes dont le plus sûr effet est de renforcer le virus qui nous mine. Le dernier en date, sorti de l'imagination féconde d'un Jean-François Copé, et caressé plus ou moins honteusement (rumeurs, petites phrases et démentis) par nos infirmiers en chef, les Valls, Cazeneuve et compagnie, risque bien cette

fois-ci de nous achever pour de bon.

Ce remède miracle porte, il est vrai, un joli nom, concordat, et ils n'ont pas été le chercher bien loin, juste en Alsace-Moselle. Là-bas, comme chacun sait, l'Etat salarie les ministres du culte, ou plus exactement des cultes : prêtres, évêques, pasteurs, rabbins, mais pas encore les imams. L'idée, forcément géniale, serait d'étendre le système à toute la France, comme c'était le cas avant 1905, mais en y incluant les imams. Comme cela, n'est-ce-pas, on pourrait mieux les contrôler...

Nos apprentis-sorciers n'ont pas pensé une seconde qu'en subventionnant les imams, on contribue inéluctablement à leur prolifération. Mais après tout, c'est peut-être le résultat recherché. Si l'on voulait vraiment contrôler les imams, on devrait commencer par fermer d'urgence les mosquées salafistes, et expulser manu militari les imams qui y répandent leur poison. Ce serait plus simple, et aussi plus économique. Car de quel droit nous ferait-on payer des impôts pour rémunérer une idéologie qui se propose ouvertement de nous anéantir dans notre identité propre ?

L'accouchement de la laïcité à la française il y a maintenant 111 ans ne s'est pas fait sans douleur ni déchirement. Il y eut des drames, des haut-le cœur, des brutalités, des révoltes et des soulèvements. Mais la chose finit par se faire, l'union sacrée passa par là, et, au-delà de quelques rancoeurs résiduelles, chacun en définitive trouva son compte dans la nouvelle situation. Et aujourd'hui, tout serait à refaire ? Par un gigantesque pas en arrière, on voudrait imposer à la France un statut obsolète depuis plus d'un siècle ? C'est vrai qu'en 1801, au sortir de la tourmente révolutionnaire, le statut concordataire favorisa puissamment la réconciliation nationale. Mais n'est pas Bonaparte qui veut, et surtout la France de 2016 n'a plus grand-chose à voir avec celle de 1801. A l'époque, sur un peu moins de 30 millions d'habitants, on comptait 600.000 protestants et 40.000 Juifs. Le reste était

catholique. Quelques athées, sûrement. Musulmans, néant. Or, en quelques décennies, la progression de ces derniers a été proprement fulgurante sur notre territoire, au point que l'islam est en passe aujourd'hui de revendiquer, pour le nombre de pratiquants, le rang de première religion de France. Cela change tout.

En 1801, le concordat ne faisait au fond que renouer le fil d'une tradition millénaire. En dépit des excès révolutionnaires, la France restait profondément chrétienne, et tout dans son histoire, ses institutions, ses mœurs, ses paysages mêmes, portait l'empreinte du christianisme. Bonaparte signa le concordat dans le même esprit qui le conduisit à jeter aux orties le calendrier républicain. Le choc avait été trop brutal, le pays n'était pas encore mûr pour la laïcité, pas plus qu'il n'était prêt à abandonner les bonnes vieilles fêtes chrétiennes qui scandaient sa vie quotidienne.

Aujourd'hui, le panorama est bien différent. Nous avons en France deux religions de force à peu près équivalente, sur le papier tout au moins, encore qu'il soit officiellement interdit de compter les musulmans (pour ne pas effrayer le bon citoyen ?). Deux religions concurrentes et nécessairement rivales, mais dont l'une, sur le déclin, semble avoir perdu ses défenses immunitaires, tandis que l'autre vole de victoire en victoire, de nouvelle mosquée en nouvelle mosquée. Si par malheur le projet fou de nos infirmiers gouvernementaux venait à prendre corps, si l'on donnait à l'islam ce nouveau coup de pouce, cette visibilité supplémentaire, que croyez-vous qu'il arrivera ? Désormais encouragée et comme dopée par cette reconnaissance officielle, nourrie et engraisée par les deniers publics, accrue chaque jour par l'afflux ininterrompu des immigrés, le regroupement familial, les mariages de complaisance, et la formidable fertilité de ses « ventres » (pour parler comme Monsieur Boumediene devant l'assemblée de l'ONU en 1974), la religion mahométane ne prendra-t-elle pas rapidement le pas sur sa concurrente ?

Regardez le monde animal, et voyez ce qui se passe lorsqu'une espèce nouvellement introduite s'adapte si bien à son environnement qu'elle finit par éliminer les espèces endogènes qui font obstacle à son expansion. Au train où vont les choses, ce seront bientôt les chrétiens qui se verront réduits à demander un concordat aux musulmans devenus majoritaires sur notre propre sol. Mais en fait de concordat, ils n'obtiendront au mieux, et par grande clémence, qu'un statut de dhimmis. Et même chose pour tous les autres « mécréants » que nous sommes. C'est ainsi que l'islam procède toujours dans les pays conquis. Souvenez-vous, Français, l'Histoire est féroce, et elle ne repasse jamais les plats.

Il est minuit, docteur Cazeneuve ? Non, minuit moins dix, vous pouvez vous rendormir.

Denys Asconius